



PRÉFECTURE DE LA RÉGION GUADELOUPE

SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

N° 971-PREF-SATPN-2020-AOO-AI-04

—
Marché de services
—

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX ADMINISTRATIFS ET
DES VITRES DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE BASES EN
GUADELOUPE ET A SAINT MARTIN AINSI QUE LA FOURNITURE DES
CONSOMMABLES NÉCESSAIRES À LEUR BON FONCTIONNEMENT

Le présent CCTP comporte **10** pages et ses différentes annexes

ANNÉE 2020

Date limite de dépôt des plis: **15 juin 2020 à 12 heures locales précises**

SOMMAIRE

Cahier des clauses techniques particulières

| | |
|--|----------|
| <i>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....</i> | <i>3</i> |
| <i>ARTICLE 2 - FINALITÉ DES PRESTATIONS.....</i> | <i>3</i> |
| <i>ARTICLE 3 - CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....</i> | <i>4</i> |
| <i>ARTICLE 4 – REPÉRAGE ET DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DES ÉQUIPEMENTS.....</i> | <i>4</i> |
| <i>ARTICLE 5 – DESCRIPTION ET PÉRIODICITÉ DES PRESTATIONS.....</i> | <i>5</i> |
| <i>ARTICLE 6 - PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIELS.....</i> | <i>5</i> |
| <i>ARTICLE 7 - PROVENANCE ET QUALITÉ DES PRODUITS.....</i> | <i>5</i> |
| <i>ARTICLE 8 - ORGANISATION DU TRAVAIL.....</i> | <i>6</i> |
| 8.1 – Vacations et encadrement du personnel..... | 6 |
| 8.2 - Effectifs..... | 6 |
| 8.3 - Protection des installations..... | 6 |
| <i>ARTICLE 9 - INSTALLATION DU CHANTIER.....</i> | <i>6</i> |
| 9.1 - Acheminement du matériel et des produits..... | 6 |
| 9.2 - Stockage du matériel et des produits..... | 7 |
| 9.3 - Branchements..... | 7 |
| <i>ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE LA PRESTATION.....</i> | <i>7</i> |

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne les prestations de nettoyage des locaux et des vitres des services de la police nationale basés en Guadeloupe et à Saint-Martin ci-dessous, ainsi que la fourniture des consommables nécessaires à leur bon fonctionnement.

Lot n° 1 : DIPJ - site du Morne Vergain - 97139 Les Abymes (4 zones : bâtiment DIPJ - bâtiment GIR –SRITT au bâtiment de la CDI – zone ALGECO DIPJ)

Lot n° 2 : DTRFPN - site du Morne Vergain - 97139 Les Abymes

Lot n° 3 : CRA - site du Morne Vergain - 97139 Les Abymes

Lot n° 4 : DDPAF – (SPAF)- site de l'aéroport Pôle Caraïbes – Morne Maniel – 97139 Abymes

Lot n° 5 : DDPAF/Etat-major - (BMR-UJI) - site ancien aérogare Sud – le Raizet – 97139 Abymes

Lot n° 6 : DDPAF/SPAF Port Pointe-à-Pitre - Site du port autonome – 97110 Pointe-à-Pitre

Lot n° 7 : DDPAF/SPAF (UJI) – Port autonome – 97100 Basse-Terre

Lot n° 8 : DSI site du Gosier (ce service est appelé à déménager. Ce lot fera l'objet d'un marché négocié de prestations similaires avec le titulaire).

Lot n° 9 : DDSP/SDRT Morne Boissard – 97110 Pointe-à-Pitre

Lot n° 10 : DDSP/Commissariat de PAP/Abymes/Gosier – Quartier Lafont – 97110 Pointe-à-Pitre : (2° et 3° étage)

Lot n° 11 : DDSP/CSP B-T - site 10, rue de la République – 97100 Basse-Terre

Lot n° 12 : DDSP/SDRT - Hôtel de police - site allée Maurice Micaux – 97100 Basse-Terre

Lot n° 13 : DDSP/UOP - Hôtel de police - site allée Maurice Micaux – 97100 Basse-Terre

Lot n° 14 : SATPN- (2 sites : Hôtel de police - site 267 allée Maurice Micaux – 97100 Basse-Terre et locaux - bureaux psychologue/assistante sociale – stations d'essence - stand de tir au Morne Vergain aux Abymes

Lot n° 15: DDSP/SRT Saint Martin.

Lot n° 16: DDPAF/SPAF LRA – Immeuble Concordia – 97150 Saint-Martin

Lot n° 17: DDPAF/SPAF Concordia - Immeuble Concordia – 97150 Saint-Martin

Lot n° 18: DDPAF/SPAF - 158, rue de Hollande – 97150 Saint-Martin

Lot n° 19: DDPAF/SPAF – Unité Gare Maritime – Marigot – 97150 Saint-Martin

Lot n°20 : RAID 971 – Site du Morne Vergain – Les Abymes

(En informant que les services du SATPN Basse-Terre (lot 14) – DDSP/CSP B-T (lot 11) – DDSP/SDRT Basse-Terre (lot 12) – DDSP/UOP Basse-Terre (lot 13) et DDPAF/SPAF Basse-Terre (lot 7) sont susceptibles de déménager courant 2023 ou 2024) et pour ce qui concerne le RAID (lot 20) exécution des prestations courant 2022.

Pour certains lots, tels que la DDSP/SDRT (lot 9) qui doit être réinstallée courant septembre 2020 et la DSI (lot 8) la date de démarrage des prestations sera communiquée ultérieurement au titulaire.

ARTICLE 2 - FINALITÉ DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux. Leur qualité devra être satisfaisante.

Le titulaire fournit pour l'exécution des travaux :

- le personnel,
- le matériel,
- les produits de nettoyage nécessaires à un parfait entretien des lieux désignés.

ARTICLE 3 - CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations à exécuter concernent l'ensemble des installations et équipements désignés aux annexes du CCTP (tableau d'engagement).

Les consommables nécessaires sont :

- savon,
- essuie-mains,
- papier hygiénique,
- sacs poubelles,
- produits nettoyants,
- produits désodorisants,
- produits décapants,
- autres produits nécessaires.

Les produits proposés devront répondre aux exigences de l'écolabel européen ou équivalent.

Le titulaire du marché fournit les produits nécessaires pour l'exécution des travaux. Ceux-ci doivent être composés de matières propres à assurer la bonne conservation des surfaces traitées et ne pas être susceptibles de les détériorer en particulier en ce qui concerne le matériel informatique (écrans plats fragiles) et la téléphonie.

Les consommables, sacs poubelles, savon liquide, papier hygiénique, essuies mains seront fournis par le titulaire sauf indications contraires. Le titulaire veillera à chaque prestation, à la mise en place d'une quantité suffisante de papier et de savon et signalera tout mauvais fonctionnement de l'appareillage.

Les produits de protection des surfaces, notamment les encaustiques, ne doivent ni coller, ni marquer au pas, ni rendre les sols glissants.

L'étiquetage des contenants doit être conventionnel et conforme à la réglementation en vigueur et suivant son évolution. Ainsi, tout bidon, entamé ou non, non étiqueté ou dont l'étiquette est illisible, doit être écarté et retourné au sein de l'entreprise et ne plus rester stocké aux services précités.

Les différents distributeurs devront être en parfait état de fonctionnement et toujours approvisionnés.

ARTICLE 4 – REPÉRAGE ET DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DES ÉQUIPEMENTS

Les installations et équipements à nettoyer sont décrits aux annexes du présent cahier.

Pour faciliter la remise des offres, il est donné à l'entrepreneur, la désignation des prestations à effectuer, les chiffres des surfaces.

La surface des locaux et vitres figurant aux annexes est mentionnée à titre indicatif et ne pourra jamais être reprise pour justifier des réclamations éventuelles.

L'entrepreneur est censé avoir visité les lieux, contrôlé les surfaces et la nature des sols, s'être rendu compte des diverses sujétions et difficultés d'exécution.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION ET PÉRIODICITÉ DES PRESTATIONS

Le titulaire devra respecter les prestations, les périodicités et les horaires selon les modalités définies aux annexes du présent CCTP (tableau d'engagement – DPGF et BPU).

ARTICLE 6 - PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIELS

Le titulaire de chaque lot devra fournir, dans le délai fixé à l'article IX du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations.

Cette liste sera accompagnée :

- d'une notice technique précisant notamment la provenance et l'origine de ces matériels
- des références d'utilisation

a) le titulaire devra les présenter à la personne publique sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité. Tout matériel défectueux ou faisant preuve d'obsolescence devra être mis hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples sera interdit.

b) les échafaudages devront obligatoirement être conformes à la réglementation. Les matériels ne devront, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégés, leurs pieds seront munis de patins protecteurs.

La personne publique se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations.

Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du titulaire.

ARTICLE 7 - PROVENANCE ET QUALITÉ DES PRODUITS

Les travaux d'entretien et de nettoyage devront être conformes aux règles d'hygiène et de sécurité édictées par le Code du travail.

Le titulaire de chaque lot devra proposer des nettoyants fabriqués selon un processus respectueux de la santé, de la sécurité et des droits du travail.

Le titulaire devra fournir, dans le délai fixé à l'article IX du CCAP, la liste des produits proposés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée :

- d'une notice détaillée précisant notamment la provenance, l'origine et la composition des produits.

La personne publique se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers. Tout produit refusé devra être retiré et remplacé par le titulaire à ses frais.

Les produits employés ne devront ni coller, ni marquer au pas. Ils dégageront une odeur agréable ou neutre.

Tout dommage causé aux installations et équipements utilisés sera mis à la charge du titulaire.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DU TRAVAIL

8.1 – Vacations et encadrement du personnel

L'exécution des travaux ne devra pas perturber le fonctionnement des services.

L'organisation du travail devra respecter les dispositions énumérées aux annexes 1 à 20 des différents lots (tableau d'engagement sur le chantier) ainsi que celles prévues à l'article IX du CCAP en ce qui concerne l'encadrement du personnel.

Le titulaire de chaque lot doit obligatoirement désigner un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, de l'exécution des prestations et d'une manière générale de l'application des clauses du cahier des clauses techniques particulières.

Il devra se rendre aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance ou de consignes particulières au personnel en place (article 10 du CCTP).

L'administration se réserve le droit, si les nécessités du service l'exigent, de prescrire que les travaux commencent plus tôt ou plus tard qu'il vient d'être indiqué. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité tant que la variation imposée pour le commencement ou la fin de travaux ne dépasse pas deux heures.

8.2 - Effectifs

Les effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations définies dans l'annexe 1 à 20 du CCTP « tableau d'engagement » seront fixés par le planning établi par le titulaire.

Toute modification de l'équipe devra être signalée par la société titulaire aux représentants des entités.

L'effectif et la durée des prestations devront être suffisants pour satisfaire aux exigences de qualité formulées par l'article 2 précédent.

8.3 - Protection des installations

Les matériaux combustibles, y compris les emballages en papier, carton, bois matières plastiques, devront être évacués sans délai dans les poubelles prévues à cet effet.

Le titulaire devra éviter toute destruction ou dégradation des canalisations d'évacuation.

ARTICLE 9 - INSTALLATION DU CHANTIER

9.1 - Acheminement du matériel et des produits

L'acheminement du matériel et des produits nécessaires à l'exécution des prestations devra être effectué selon les itinéraires et les horaires autorisés par la personne publique.

9.2 - Stockage du matériel et des produits

Le stockage des produits devra être effectué dans les locaux prévus à cet effet. Il sera limité aux quantités requises pour une période d'un mois. Toute précaution devra être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac de produits pulvérulents sera interdit.

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par la personne publique et aux frais du titulaire.

9.3 - Branchements

L'utilisation de fiches multiprises est à proscrire.

Tout branchement sur les postes informatiques est à proscrire.

a) Le titulaire de chaque lot devra éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit. Le titulaire veillera à éteindre les locaux à la fin du nettoyage.

L'utilisation de l'eau devra répondre à des exigences raisonnées et économiques. Il ne devra pas laisser couler l'eau inutilement.

Il appartiendra au titulaire enfin d'avertir son personnel que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment des appareils téléphoniques, des ordinateurs et des machines à photocopier, lui est interdit.

En aucun cas les installations téléphoniques des services ne peuvent être utilisées par le personnel, les éventuels sous-traitants ou les fournisseurs du titulaire pour des appels de convenance personnelle.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE LA PRESTATION

Un interlocuteur unique sera désigné par la société titulaire de chaque lot du marché.

Le titulaire du marché devra mettre en place sur chaque site un cahier de suivi pour signaler tous les désordres relatifs à la sécurité des biens et des personnes ainsi que tout dysfonctionnement (sanitaires bouchés, fuites d'eau, distributeurs hors service, etc....).

Ce cahier de liaison permettra également aux personnels des services de la police nationale, chargé de la maintenance de la structure de consulter les plannings journaliers de travail de façon détaillée et d'émettre ses observations. Ce responsable devra veiller à ce que ce document soit renseigné de façon précise dans les temps nécessaires et de répondre aux requêtes et observations formulées. Ce document restera la propriété du SATPN.

En particulier, il est prévu, en toute période et à la requête de l'administration, une réunion destinée à commenter l'application des clauses du présent document sur les chantiers respectifs, entre le représentant du pouvoir adjudicateur ayant passé le marché d'une part, et ceux de la société titulaire et les exécutants de la prestation, d'autre part.

Le responsable chargé de la liaison avec l'entreprise titulaire du marché vérifiera le respect de chaque planning des travaux ainsi que la qualité de leur exécution, conformément aux cahiers des charges. Il contrôlera les effectifs mis en place sur le chantier.

Ce registre de liaison sera signé une fois par mois par le responsable désigné par le titulaire du marché, sur lequel seront portées les constatations qui seront faites sur les conditions d'exécution du travail. Ce registre restera disponible dans un des locaux mis à la disposition du titulaire du marché.

Les constatations portées sur ce registre serviront de base à la liquidation des sommes dues au titulaire, et le cas échéant, à la fixation du montant des pénalités qui pourront lui être imputées dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAP.

Il sera mis en place, en accord avec le titulaire, un calendrier de transmission des observations qui permette une application des réfections de prix sur la facturation du mois en cours.

A la demande des référents de chaque service, le titulaire du marché devra se rendre sur le site pour faire le point sur les prestations fournies. Néanmoins, il sera vivement apprécié que ces rencontres soient à l'initiative du titulaire, tous les deux mois.

Annexe V– grille technique (à parapher chaque page et signature de la dernière)

Marché de nettoyage des locaux et des vitres des services de la police nationale basés en Guadeloupe et à Saint Martin ainsi que la fourniture des consommables – marché n° 971-PREF-SATPN-2020-AOO-AI-04

Préambule : Le cadre de réponse ci-dessous a une valeur contractuelle, il doit comporter des réponses en adéquation avec le CCAP et le CCTP. La longueur des réponses n'est pas limitée

Le présent document constitue le cadre de réponse que les candidats sont invités à respecter pour la présentation de leur offre.

Les candidats doivent impérativement **fournir à minima**, tous les documents et informations demandés dans le présent document.

Ils peuvent joindre toute pièce ou information complémentaire qu'ils jugent utiles à la compréhension de leur offre.

Cadre de réponse

CRITERE 1 – PRIX : **60%**

CRITERE 2 – (VALEUR TECHNIQUE) : **40 points** :

Sous-critère 1 : Moyens humains que le candidat entend mettre en place pour mener à bien la prestation, tenue du personnel,... (12 pts)

Moyens humains que le candidat entend mettre en place et responsable encadrement pour mener à bien la prestation : **(8 pts)**

(Mauvais : 0 – Moyen : 4 – Bon : 6 – Très bon : 8)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Tenue du personnel (décrire les moyens mis à disposition du personnel) **(4 pts)**

(Mauvais : 0 – Moyen : 2 – Bon : 3 – Très bon : 4)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Sous-critère 2 : Moyens techniques (matériel, produits écolabel affectés à la prestation), qualité du matériel, qualité des produits écolabels utilisés, liste des fiches techniques et fiches de sécurité des produits et du matériel que le candidat entend mettre en place... (20 pts)

Moyens techniques et qualité du matériel affectés à la prestation : **(4 pts)**

(Mauvais : 0 – Moyen : 2 – Bon : 3 – Très bon : 4)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Qualité des produits écolabel utilisés ; prise en compte de considérations liées à l'environnement, à la santé et à l'hygiène: **(8 pts)**

(Mauvais : 0 – Moyen : 4 – Bon : 6 – Très bon : 8)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Liste, fiches techniques et fiches de sécurité des produits et du matériel que le candidat entend mettre en place pour mener à bien la prestation : **(8 pt)**

(Mauvais : 0 – Moyen : 4 – Bon : 6 – Très bon : 8)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Sous-critère 3 : La fréquence des contrôles, cahier de liaison, personnel d'encadrement par site (8 pts)

Fréquence des contrôles et modèle cahier de liaison: **(8 pts)**

(Mauvais : 0 – Moyen : 4 – Bon : 6 – Très bon : 8)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

À, le
Le (ou les) candidat(s) ¹
(représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)